

THULANI MASEKO

# TUÉ POUR AVOIR DIT LA VÉRITÉ FACE AU POUVOIR

 Eswatini



Thulani était un avocat swazi et un défenseur des droits humains en Eswatini. Dans la soirée du 21 janvier 2023, Thulani a été abattu à bout portant, par des tirs à travers les fenêtres de sa maison, devant sa femme et ses enfants à Luhleko, par des assaillants inconnus. Le meurtre de Thulani est une attaque délibérée contre un défenseur des droits humains en représailles à son travail légitime de défense des droits humains.

ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE 

WET'SUWET'EN

# UN ENGAGEMENT INCONDITIONNEL À PROTÉGER LEUR TERRE TRADITIONNELLE NON CÉDÉE

📍 Canada



ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE



Depuis plusieurs années maintenant, les défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en sont harcelé·e·s, intimidé·e·s, évacué·e·s de force et criminalisé·e·s par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) car ils s'opposent à la construction d'un gazoduc sur leur territoire. Neuf défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en sont poursuivis au criminel pour avoir prétendument désobéi à un ordre d'injonction de se tenir à l'écart des chantiers de construction de gazoduc, bien que ceux-ci soient situés sur le territoire ancestral non cédé de la nation. S'ils ou elles sont reconnu·e·s coupables, ces personnes pourraient être condamnées à une peine de prison.

ROCKY MYERS

# TROIS DÉCENNIES DANS LE COULOIR DE LA MORT MALGRÉ UNE PROCÉDURE IRRÉGULIÈRE

📍 États-Unis



Après l'assassinat d'une personne âgée de l'autre côté de sa rue, Rocky a été reconnu coupable du crime. Un jury composé en grande majorité de personnes blanches l'a déclaré coupable, mais a recommandé une peine d'emprisonnement à perpétuité. Le juge a annulé la décision du jury et a condamné Rocky à la peine de mort, une pratique désormais illégale en Alabama. Son exécution pourrait être programmée à tout moment, et son seul espoir est que le gouverneur de l'Alabama lui accorde sa clémence.

ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

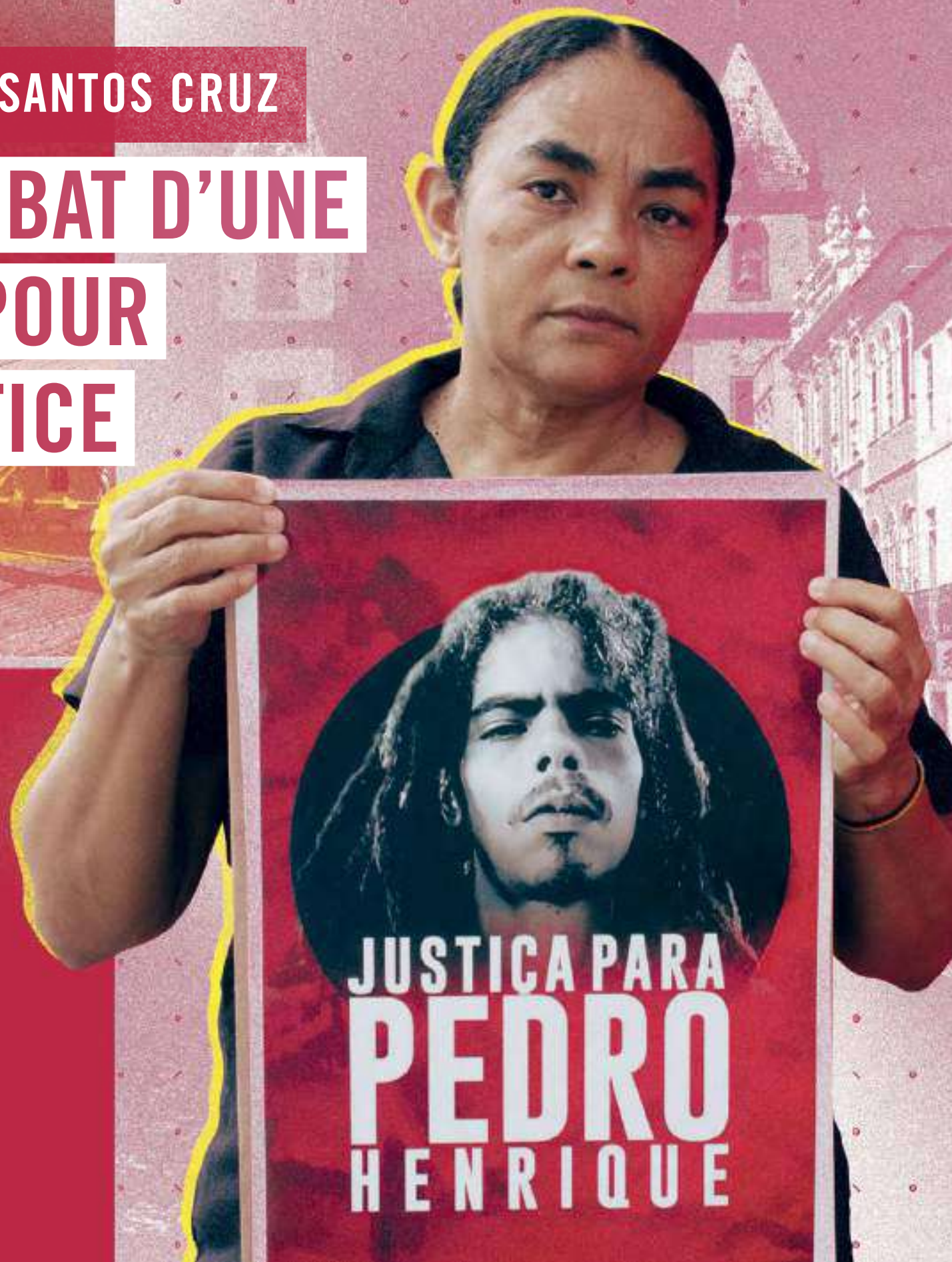
AMNISTIE  
INTERNATIONALE



ANA MARIA SANTOS CRUZ

# LE COMBAT D'UNE MÈRE POUR LA JUSTICE

📍 Brésil



ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE



Ana Maria Santos Cruz est la mère du militant et défenseur des droits humains et de la justice raciale, Pedro Henrique. Le 27 décembre 2018, Pedro Henrique a été tué à l'âge de 31 ans. Trois hommes cagoulés ont fait irruption chez lui alors qu'il dormait. Les policiers soupçonnés d'avoir tué Pedro Henrique ont été inculpés en 2019. Mais près de cinq ans plus tard, ils sont toujours actifs au sein des forces de police. L'enquête sur le meurtre n'est pas terminée et le procès n'a pas encore commencé.

ONCLE PABAI ET ONCLE PAUL

# UN COMBAT POUR PRÉSERVER LEURS TERRES ANCESTRALES

 Australie



Oncle Pabai et Oncle Paul sont des chefs de communauté de la nation Guda Maluyligal. Aujourd'hui, en raison des changements climatiques, leur mode de vie, leurs systèmes de connaissances traditionnelles, leurs pratiques culturelles et leurs liens spirituels, transmis de génération en génération, risquent d'être brisés à jamais. Ils mènent une bataille juridique pour que le gouvernement australien prenne des mesures afin de réduire les effets néfastes des changements climatiques et de limiter la destruction de leurs terres et de leur culture.

ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE 

MAUNG SAWYEDDOLLAH

# IL S'ATTAQUE À FACEBOOK POUR SON RÔLE DANS LES ATROCITÉS AU MYANMAR

📍 Myanmar



En 2017, la vie de Sawyeddollah a basculé. L'armée du Myanmar a déclenché un nettoyage ethnique contre les Rohingyas. Craignant pour leur vie, Sawyeddollah et sa famille ont marché pendant 15 jours jusqu'au camp de réfugiés de Cox's Bazar au Bangladesh. Sawyeddollah fait aujourd'hui campagne pour que Meta, le propriétaire de Facebook, assume la responsabilité de sa contribution à l'atrocité. Des années avant les attaques, les algorithmes de Meta ont amplifié l'incitation anti-Rohingya sur la plateforme Facebook, alimentant ainsi la violence de l'armée du Myanmar.

ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE



RITA KARASSARTOVA

# ELLE RISQUE 15 ANS DE PRISON POUR AVOIR MANIFESTÉ PACIFIQUEMENT

 Kirghizistan



Rita Karasartova est une défenseure des droits humains et une experte en gouvernance civique. Elle a été arrêtée le 23 octobre 2022 avec 23 autres militant.e.s et femmes et hommes politiques qui s'opposaient à un nouvel accord de démarcation de la frontière avec l'Ouzbékistan. Le 23 juin 2023, le tribunal de district de Pervomaisky a assigné Rita à résidence pendant la durée du procès. Elle risque toujours jusqu'à 15 ans de prison. Elle peut quitter sa maison, mais pas le quartier où vit sa famille, et elle a un couvre-feu de 22 heures à 6 heures du matin.

ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE 

JUSTYNA WYDRZYŃSKA

# POURSUIVIE POUR AVOIR DÉFENDU LE DROIT À UN AVORTEMENT SÛR

 Pologne



Justyna, avocate de formation, a cofondé Abortion Dream Team, un collectif d'activistes qui fait campagne contre la stigmatisation de l'avortement et offre des conseils sur l'accès à un avortement sûr en Pologne, où les lois sur l'avortement sont parmi les plus restrictives d'Europe. En novembre 2022, le procureur général a porté plainte contre Justyna pour « aide à l'avortement ». En mars 2023, elle a été reconnue coupable et condamnée à huit mois de travaux d'intérêt général. Ses avocats ont fait appel de cette décision.

ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE 



CHAIMA ISSA

# ELLE RISQUE DES ANNÉES EN PRISON POUR S'ÊTRE EXPRIMÉE OUVERTEMENT

Tunisie

Chaima a été l'une des premières à s'opposer publiquement au président tunisien lorsqu'il a pris le contrôle exécutif du pays en juillet 2021. Après avoir rencontré des diplomates étrangers et des figures de l'opposition tunisienne pour discuter de la situation politique en Tunisie, Chaima a été arrêtée le 22 février 2023 et remise en liberté le 13 juillet 2023. Elle fait l'objet d'une enquête pour « conspiration » présumée, un chef d'accusation passible de la peine de mort si elle est reconnue coupable. Un tribunal militaire, qui manque d'indépendance, enquête également sur Chaima pour avoir critiqué les autorités lors d'une émission de radio. Elle risque jusqu'à 10 ans de prison pour ce chef d'accusation.

ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE

AHMED MANSOOR

# ENFERMÉ POUR AVOIR FAIT VALOIR LA VÉRITÉ FACE AUX PUISSANTS

Émirats arabes unis



ÉCRIRE  
ÇA  
LIBÈRE!

AMNISTIE  
INTERNATIONALE

Ahmed était l'une des rares voix au sein des Émirats arabes unis à fournir au reste du monde des informations indépendantes et crédibles sur les violations des droits humains dans le pays. En mars 2017, les forces de sécurité des Émirats arabes unis ont fait une descente à son domicile et l'ont arrêté. Pendant plus d'un an, personne, pas même sa famille, n'a su où il était détenu. En mai 2018, Ahmed a été condamné à dix ans de prison pour avoir notamment « insulté les Émirats arabes unis et leurs symboles ».